



LE THINK TANK CITOYEN  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

source photo : <http://bit.ly/2bzAwEc>



**Comment lutter contre la corruption ?**

**LE DÉBAT DE WATHI**

Janvier–Février 2016

**Note introductive**

# Comment lutter contre la corruption ?

## 1. Pourquoi ce thème ?

- **Parce que** la corruption à travers ses différentes formes fragilise les Etats de l'Afrique de l'Ouest et compromet leur stabilité. Elle constitue un fléau qui freine tout processus de développement économique et humain. Les pays de la région perdent chaque année des points de croissance à cause de la corruption sous ses multiples formes.
- **Parce qu'il** les pratiques corruptives sont généralisées à tous les étages de la vie économique, sociale et politique. Les scandales et cas avérés de corruption sont légion dans les pays de la zone WATHI. Le versement de fortes sommes par de grandes entreprises à des responsables politiques, des hauts fonctionnaires et des dirigeants d'entreprises publiques et semi-publiques pour obtenir des contrats dans des conditions qui vont à l'encontre des intérêts nationaux affecte les économies des Etats et leur capacité à répondre aux besoins de leurs populations.
- **Parce qu'il** la remise quasi systématique de sommes peu élevées à des agents publics dans le but d'obtenir des avantages ou de contourner certains obstacles bureaucratiques est tout aussi préjudiciable pour la création et la pérennisation d'une administration de qualité. Qualifiées de petite corruption, ces pratiques observées au quotidien dans la majorité des pays de la région brouillent les frontières entre ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas et conduit à installer un système de corruption généralisée.
- **Parce que** la corruption est une menace pour la bonne marche de la démocratie. Les pratiques fréquentes de corruption dans l'espace politique et plus particulièrement lors de consultations électorales avec l'achat de votes, la remise de sommes d'argent à des figures de l'opposition pour rejoindre le parti au pouvoir ou la distribution massive de biens matériels, comme des sacs de riz et des tee-shirts, sont des entorses aux règles démocratiques. L'utilisation des deniers publics préalablement détournés ou de fortunes privées aux origines douteuses pour orienter le choix des populations lors d'élections présidentielles, parlementaires et locales, est un mal qui gangrène les systèmes politiques dans la région.

- **Parce que** certaines formes de corruption sont acceptées voire légitimées par les populations qui l'associent à une manière de vivre en société. La remise d'une somme d'argent ou de tout autre « cadeau » après la réception d'un acte administratif est une pratique fréquente des usagers à l'endroit de fonctionnaires pourtant rémunérés pour rendre un service public.
- **Parce que** les habitudes de corruption installées et considérées comme normales finissent par être associées à des caractéristiques culturelles. Ces justifications de pratiques qui nuisent à l'amélioration du bien-être de la majorité des populations, et encore davantage à celui des plus démunis, ne sont en rien culturelles. Elles donnent une mauvaise image des pays de la région et attaquent les bases éthiques des sociétés ouest-africaines.

## 2. Quels sont les principaux sujets à explorer ?

- Les différentes formes de corruption observées dans la région : celles qui seraient les plus nuisibles et celles qui le seraient moins
- L'acceptation de certaines pratiques corruptives perçues comme des formes de solidarité : la question de la gratification ou du cadeau donné par l'utilisateur à l'agent administratif.
- La responsabilité des décideurs politiques, des autorités administratives dans la généralisation des pratiques de corruption dans les services publics.
- La corruption dans l'espace politique : la question de l'achat des voix pendant les campagnes électorales, celle du financement illicite des acteurs politiques et plus généralement la question du clientélisme politique
- La corruption comme entrave au bon fonctionnement de l'administration : la question du dysfonctionnement des services administratifs, celle de la défiance des populations envers les agents de l'administration et les mesures simples qui peuvent y remédier
- La justice et les différentes formes de corruption : la question de l'impunité liée aux pratiques de corruption dans le secteur de la justice, l'indépendance des juges et des procureurs vis-à-vis du pouvoir politique et les mesures envisageables pour améliorer la capacité des systèmes judiciaires de la région à lutter efficacement contre la corruption
- La corruption dans le secteur de la santé : les paiements pour un traitement, un service ou une prestation censée être gratuite; les petits pourboires donnés aux personnels hospitaliers pour obtenir un traitement « spécial » ; l'identification et la hiérarchisation des responsabilités, les réponses envisageables
- L'efficacité des organes de lutte contre la corruption dans les pays de l'Afrique de l'Ouest : l'indépendance des organes de lutte contre la corruption, les moyens dont ils disposent leur permettent-ils de lutter efficacement contre la corruption ?
- Les forces de sécurité et la « petite corruption » : les petites sommes remises quotidiennement lors des contrôles de police dans la circulation ; la perception du policier comme étant l'agent « le plus corrompu » de l'administration ; l'évaluation des revenus de la corruption des forces de sécurité ; les liens entre la petite corruption observée et la grande corruption des hauts responsables

- La corruption dans le système éducatif : l'achat des diplômes, l'achat des notes d'évaluation des élèves et des étudiants, la vente des sujets d'examens, les faveurs sexuelles en contrepartie de bonnes notes dans les lycées et universités
- L'impact de la « grande corruption » dans les économies de la région : la corruption des multinationales et d'autres grandes entreprises locales ou étrangères pour s'octroyer les gros marchés ; les faits de corruption dans les appels d'offres et les passations de marchés ; les destinations et les bénéficiaires intérieurs et extérieurs de l'argent de la corruption
- Les moyens actuels de lutte contre la corruption dans les pays de la région, les dispositifs des organisations régionales et leur utilité, les bons et les mauvais exemples dans la région, les contraintes et les limites des initiatives récentes
- Les réformes prioritaires à initier en matière de lutte contre la corruption ; les mesures opérationnelles qui peuvent être prises immédiatement dans les pays de la région ; la répartition des tâches et des responsabilités, les actions citoyennes qui peuvent provoquer un choc positif en matière de lutte contre la corruption.

### 3. Comment participer au débat ?

- Les contributions des experts des questions débattues sont bienvenues mais les observations, témoignages, points de vue et propositions de tous les citoyens le sont tout autant.
- Nous souhaitons recevoir en particulier des articles qui font référence à un ou des pays précis, s'appuient sur des exemples et qui font émerger des propositions de réforme.
- Vous pouvez soumettre des articles courts (500 à 1000 mots) ou plus longs (1500 à 2000 mots). La taille maximale des contributions est de 2000 mots. Les articles courts ont cependant plus de chances d'être sélectionnés et publiés par le WATHI. Tous les articles doivent être accessibles au grand public, structurés et soignés.
- Vous pouvez aussi envoyer des commentaires, observations et recommandations sans devoir rédiger un article structuré à l'adresse suivante [infowathi@wathi.org](mailto:infowathi@wathi.org). Les contributions les plus pertinentes seront publiées sur le site.
- Vous pouvez également nous faire part de vos expériences et de vos propositions de réforme en envoyant un court enregistrement audio ou vidéo.
- Nous vous invitons à accompagner la soumission de votre article ou de votre enregistrement audio/vidéo d'une biographie de 50 mots maximum et, de préférence, d'une de vos photos de très bonne qualité.

## CONTACTS

[www.wathi.org](http://www.wathi.org)

Envoyez vos articles et contributions à l'adresse: [infowathi@wathi.org](mailto:infowathi@wathi.org)

Le Débat se passe aussi sur les comptes Facebook et Twitter de WATHI :

Lien vers Facebook : <http://on.fb.me/1L2kOSk>

Lien vers Twitter : [https://twitter.com/WATHI\\_Africa](https://twitter.com/WATHI_Africa)